

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Fatma NAKIB, Agnès SAURAT.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - Modification de la composition - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La mise en œuvre des politiques locales de sécurité et de prévention de la délinquance s'organise par l'articulation des approches préventives, éducatives et répressives. Ces approches mobilisent des compétences croisées dans le cadre d'un partenariat riche et varié associant des dispositifs, des services, et des acteurs intervenants au sein des différents quartiers de la commune.

Aux côtés de l'Etat qui dispose de compétences régaliennes en matière de sécurité publique, les Maires occupent aujourd'hui une place prépondérante dans l'animation des politiques locales de prévention et de tranquillité publique

La Loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a consacré le maire, comme « pilote » de la prévention de la délinquance sur le territoire de sa commune qu'il coordonne dans sa mise en œuvre. Cette même Loi fait obligation à l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dans les communes de plus de 10.000 habitants.

Le CLSPD est une instance qui organise les échanges d'informations entre tous les acteurs et permet de concrétiser un travail collégial par des actions sur le terrain. Il constitue en cela l'instance de concertation sur les priorités de lutte contre l'insécurité autour desquels doivent se mobiliser les institutions et organismes publics et privés concernés.

Présidé par le Maire de la commune, le CLSPD est composé de membres de droit : le Préfet, le Procureur de la République et le Président du Conseil Général, ou leurs représentants :

Concernant le territoire de la Ville de Montpellier, il est organisé de la manière suivante :

- En assemblée plénière
- En comité restreint
- En groupe territorial et cellules de veille

L'assemblée plénière présidée par le Maire se réunit au minimum une fois par an. Cette instance a pour vocation d'arrêter les objectifs à mettre en œuvre sur le territoire de la commune en matière de prévention et de sécurité. En outre, elle est l'occasion de présenter un bilan des politiques et projets développés au cours de l'année écoulée et de valider ceux de l'année à venir.

Cette séance annuelle est l'occasion de présenter un bilan de la convention de coordination conclue entre la Police Municipale, la Police Nationale, et aujourd'hui le Centre de Supervision Urbain (CSU) en charge de la vidéoprotection.

Le comité restreint présidé par l'adjoint délégué se réunit trimestriellement et permet le suivi ainsi que la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées par l'assemblée plénière.

Les groupes territoriaux, présidés par les élus de quartier, sont des instances de proximité installées au sein du territoire communal. Au nombre de 3, ils permettent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif les institutions et opérateurs de terrain au sein de chaque secteur. Ils ont pour vocation à assurer une représentation locale des services dédiés à la sécurité et prévention et de favoriser les échanges d'informations.

Les cellules de veille sont des instances de régulation identique aux groupes territoriaux dans un format plus réduit à l'échelle d'un quartier voire d'un équipement.

Les évolutions des contrats de ville interpellent aujourd'hui les politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance et invite les CLSPD à prendre en charge ce volet thématique.

Au regard de la vocation partenariale du dispositif, et de son ancrage dans les différents quartiers, il donc est nécessaire de faire évoluer les représentants de la Ville au sein de l'assemblée, de ses instances de travail et de concertation locale, et de proposer les représentants suivant :

- Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier ;
- Sébastien COTE, adjoint délégué à la protection des populations et à la Tranquillité Publique ;
- Michel CALVO, adjoint délégué à la ville fraternelle et solidaire ;
- Mustapha LAOUKIRI, adjoint délégué à l'emploi et création d'entreprises ;
- Yvan NOSBE, conseiller municipal délégué à la réserve citoyenne, PCS, et lutte contre les violences routières ;
- Christophe BOURDIN, conseiller municipal délégué à la Ville de droit ;
- Mylvia HOUGUET, adjointe déléguée au quartier Hôpitaux Facultés, et à la vie associative ;
- Véronique BRUNET, adjointe déléguée au quartier Mosson et à la jeunesse ;

- Boris BELLANGER, adjoint délégué au quartier Centre et patrimoine historique ;
- Nicole MARIN-KHOURY, adjointe déléguée au quartier Croix d'Argent, Prés-d'Arènes et aux seniors ;
- Emilie CABELLO, adjointe déléguée au quartier Port Marianne et à l'accessibilité universelle ;
- Radia TIKOUK, adjointe déléguée au quartier des Cévennes et à la relation usager.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider la modification de la composition du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ;
- de procéder à la désignation des membres du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance par un vote à main levée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-145584-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.